



Ces imbéciles qui gouvernent les Etats-Unis

Faut-il encore croire les « experts » ?

Par [Chris Hedges](#)

Mondialisation.ca, 23 octobre 2008

[Information Clearing House](#) 23 octobre 2008

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [Élections USA](#)



« la roue tourne mais le hamster est mort »

[note du traducteur : le titre et la plupart des références et analyses sont probablement plus ou moins adaptables à d'autres pays...]

Notre oligarchie est incompétente pour gouverner, pour gérer l'économie, pour réagir devant les catastrophes naturelles, pour éduquer notre jeunesse, pour gérer les affaires internationales, pour créer des services élémentaires tels que la santé ou la protection des individus. Qu'elle soit encore au pouvoir, et qu'elle le sera encore à l'issue des prochaines élections, prouve notre degré d'incapacité à faire la part des choses entre nos illusions et la réalité. Nous croyons encore les « experts » et ces derniers se croient encore eux-mêmes. Ils tournent comme des mouches autour de John McCain et Barack Obama. Ce n'est que lorsque ces élites seront dénoncées comme des parasites incompétents et renversées que nous aurons un espoir de rétablir l'ordre social, économique et politique.

« Leur incapacité d'imaginer qu'un être humain puisse être motivé par autre chose que l'intérêt les rend incapables, ne serait-ce que d'imaginer, d'évoluer dans le cadre d'un désintéressement qu'on appelle l'intérêt public » a dit le philosophe canadien John Ralston Saul, dont les livres « [La Civilisation inconsciente](#) » et « [Les Bâtards de Voltaire - La dictature de la raison en Occident](#) » s'en prennent avec virulence à nos élites oligarchiques. « *C'est comme si la révolution industrielle avait provoqué un traumatisme sévère, qui perdure encore et qui efface la mémoire chez certains. Pour eux, l'histoire moderne a jailli d'une explosion, la révolution industrielle. C'est la pensée idéologique standard : une étoile filante traverse le ciel, une météorite explose, et l'histoire démarre.* »

Nos élites – ceux du Congrès, ceux de Wall Street et ceux qu'on nous prépare dans nos universités et écoles de commerce prestigieuses – n'ont pas les capacités pour réparer cette pagaille financière. En réalité, ils vont l'aggraver. A cause de l'éducation qu'ils ont reçue, ils n'ont aucune conception du « bien commun ». Ce sont des bureaucrates médiocres, timorés, sans imagination qui ont été formés à la gestion de systèmes. En guise de solutions, ils ne peuvent concevoir que des petites retouches qui feront plaisir aux milieux d'affaires. Ils ne pensent qu'en termes de chiffres, de profits et de promotions personnelles. Ils sont capables de refuser des soins médicaux aux malades pour augmenter les bénéfices d'une compagnie, tout comme ils sont capables de faire appel à l'argent des contribuables pour fourguer des systèmes d'armement couteux à quelques dictatures sanglantes. Les conséquences sur le plan humain ne figurent jamais dans leurs bilans. Le système

démocratique, pensent-ils, est un effet collatéral du libéralisme économique. Et ils servent docilement le marché.

Andrew Lahde, de Santa Monica, Californie, est le gestionnaire de « hedge funds » qui a fait un profit de 870 pour cent l'année dernière en pariant sur un effondrement des « subprimes ». Il vient de fermer son fond de placement, pour cause d'affaires trop risqués avec des banques défailtantes. Dans sa lettre d'adieu à ses investisseurs (*), il s'en prend violemment aux élites.

Parlant de la classe oligarchique, il dit :

« Les fruits pendants, c'est-à-dire ces idiots dont les parents ont payé la prépa, Yale et le MBA d'Harvard, étaient à ramasser. Ces gens qui étaient la plupart du temps indignes de l'éducation qu'ils ont (supposément) reçue se sont élevés jusqu'aux sommets de firmes comme AIG, Bear Stearns et Lehman Brothers et à tous les niveaux du gouvernement. Toutes ces choses qui soutiennent cette aristocratie n'ont abouti qu'à rendre plus facile pour moi de trouver des gens assez bêtes pour être de l'autre côté de mes transactions. Dieu bénisse l'Amérique ». (**)

« En ce qui concerne le gouvernement, j'aurais une modeste proposition à faire. » poursuit-il. « D'abord, je voudrais souligner les failles les plus évidentes, où des propositions de lois ont sans cesse été présentées au Congrès ces huit dernières années, des lois qui permis de contrôler les pratiques de ces institutions qui sont pour la plupart aujourd'hui défuntes. Ces institutions ont régulièrement rempli les coffres-forts de tous les partis politiques en échange d'un rejet des ces projets de loi dont l'objectif était de protéger le citoyen de base. C'est un scandale, et pourtant personne n'a l'air de le remarquer ou de s'en préoccuper. Depuis la mort de Thomas Jefferson et Adam Smith, je dirais qu'il y a une pénurie de véritables philosophes dans ce pays, du moins de ceux qui se consacrent à améliorer le gouvernement. »

La démocratie n'est pas un produit des marchés libres. Démocratie et Capitalisme sont antagonistes. La Démocratie, comme la responsabilité individuelle, n'est pas basée sur la recherche d'un profit personnel mais sur l'abnégation. Une démocratie qui fonctionne doit, au nom des citoyens, défier les intérêts économiques des élites. Ce n'est pas le cas. Les patrons et les officiels du gouvernement qui tentent de réparer l'effondrement économique sont en train de consacrer de l'argent et des ressources au secteur financier parce que tout ce qu'ils savent faire, c'est gérer et maintenir des systèmes existants, pas les changer. Mais les systèmes financiers ne sont pas des abstractions scientifiques ou mathématiques qui existent indépendamment des êtres humains.

Lors d'une interview téléphonique, Saul a dit :

« Lorsque l'élite commence à croire à la réalité de l'argent, la crash n'est pas bien loin. Ils ont abandonné toute réflexion. Ils se sont mis dans l'impossibilité de se regarder dans la glace et de réfléchir, de distinguer inflation, spéculation et simple esbroufe. Ils en sont incapables. Et lorsque vous leur dites, « hé, ceci n'est pas du réel », ils répondent, « oh, mais vous ne comprenez pas, vous êtes vieux jeu, vous en êtes encore à raisonner en termes de production » sans oublier le « c'est de l'économie élémentaire, voyons ». Ca ne rate jamais. »

« Le problème, c'est qu'il y a une crise, il y a une perte de repères chez tous ceux qui sont au pouvoir, et je ne parle pas que de George Bush, c'est quelque

chose de très, très profond » dit Saul. « Il y a une nécessité de repenser l'économie et la politique. Il faut repenser toute la méthode d'analyse de la Banque Mondiale. Si j'étais le Secrétaire du Trésor – pas un type comme Henry Paulson, je veux parler d'un Secrétaire du Trésor ou d'un Ministre des Finances normal – et si je disais, « bon, les gars, on a un problème, on va réunir tous les fonctionnaires expérimentés. Messieurs, dames, nous avons un grave problème, il faut trouver quelque chose ». Eh bien, ces gens-là en seraient incapables parce qu'on en est déjà à la quatrième génération de ce qu'on pourrait appeler les gestionnaires globalistes néoconservateurs (en résumant un peu brutalement). Alors ils vont consulter leurs subalternes qui à leur tour vont consulter ceux en dessous et ainsi de suite. Et il n'y en aura pas un seul pour proposer une alternative. On entendra peut-être quelques petites variations, mais pas d'opinions divergentes. Il est donc très difficile de changer les choses parce qu'ils ont éliminé toute opposition interne. C'était le même problème en Union Soviétique, non ? »

Saul releva que, dans les années 20, en Allemagne, Italie et la France, les trois premiers objectifs du mouvement corporatiste, du moins pour ceux qui ont fini par rejoindre l'expérience fasciste, était « *le transfert du pouvoir entre les mains de groupes d'intérêt économiques et sociaux, l'interférence du privé dans des domaines normalement réservés au public* » et « *la suppression des frontières entre l'intérêt privé et l'intérêt public – c'est-à-dire la remise en cause de l'idée même d'intérêt public.* »

On n'a pas déjà entendu ça quelque part ?

« Il existe une poignée de gens qui n'ont pas connu les honneurs des grands media, qui n'ont pas été écoutés, qui ont été marginalisés de toutes les manières possibles et imaginables, » dit Saul. « Il y en a quelques uns et on pourrait faire appel à eux. Mais ensuite, à qui transmettre les instructions ? Ceux à qui ils transmettraient les instructions ne vont pas comprendre les instructions parce que cela ne fait pas partie de leur éducation. C'est comme un général qui voudrait mener une guerre de guérilla et qui se rendrait soudainement compte que ses officiers ne savent que creuser des tranchées. Comment réussirait-il à leur faire faire quelque chose pour laquelle ils n'ont jamais été formés ? C'est ainsi que l'on aboutit à cette sorte de désarroi, de confusion interne, et la menace du populisme. Nous avons déjà connu le populisme, mais là ce serait bien plus fort, plus effrayant, plus violent. »

Nous avons beau élire des représentants pour mettre fin à la guerre, la guerre continue. Nous avons beau demander aux élus de faire interdire les écoutes téléphoniques illégales de Bush, les lobbyistes des compagnies de télécommunication font en sorte qu'elles continuent. Nous avons beau les supplier de ne pas faire un cadeau de 850 milliards de dollars d'argent des contribuables aux élites de Wall Street... Nous avons beau vouloir un vrai système de sécurité sociale, le sujet n'est même pas abordé lors des débats présidentiels. En tant qu'individus dans ce système, nous n'avons aucune importance.

« J'ai parlé à plusieurs juges de Cours Suprêmes, à plusieurs reprises dans différents pays, » m'a déclaré Saul, « et je leur demandais « écoutez, dans vos jugements, pouvez-vous distinguer les affaires relevant d'un contrat social de celles relevant d'un contrat commercial ? » et la réponse est toujours « nous ne pouvons plus faire la distinction ». C'est là le cœur du problème. On n'a plus le concept de l'autre, l'individu n'a plus de devoirs envers le collectif. Et on ne peut pas l'avoir puisque tout le système légal a glissé ces 50 dernières années vers une confusion croissante entre le contrat social et le contrat commercial.

Ce sont pourtant deux choses totalement distinctes. Le contrat social lie les individus dans le cadre d'un intérêt collectif, il implique une responsabilité individuelle, la capacité de comprendre l'autre. Le contrat commercial n'est qu'un contrat commercial. On ne peut pas les confondre. En fait, ils ne sont pas faits l'un pour l'autre. Le contrat commercial ne fonctionne correctement que lorsque le contrat social fonctionne dans une démocratie. »

Ceux qui vivent du fruit de leur travail (« *la classe ouvrière* » dans le texte original - ndt) et qui ont désespérément emprunté de l'argent pour survivre lorsque leurs salaires réels ont dégringolé, devront désormais faire face à une stagnation ou même un déclin de leurs revenus au cours des prochaines années, peut-être même des prochaines décennies, sans pouvoir accéder à de nouveaux crédits. Pendant ce temps, le budget national est en train d'être asséché au profit d'intérêts commerciaux spéculateurs. Le gouvernement - seule institution que les citoyens ont qui soit assez puissante pour protéger leurs droits - a été affaiblie, devient anémique et de moins en moins capable de venir en aide à la masse de citoyens qui vont connaître une période de privations et de souffrances inconnues depuis les années 30. La consommation, ce moteur dispendieux de l'économie US, est en déclin. Les ventes au détail aux Etats-Unis ont chuté de 1,2 pour cent au mois de septembre. La baisse est pratiquement le double des 0,7 pourcent prévus par les analystes, et la consommation des ménages représente deux tiers de l'activité économique aux US. 160.000 emplois ont été perdus le mois dernier et 750.000 emplois ont été perdus l'année dernière. Les répercussions de l'effondrement économique ne font que commencer.

Je ne pense pas que George W. Bush ou Barack Obama ou John McCain ou Henry Paulson soient des fascistes. Je pense qu'ils font plutôt partie d'une cabale de capitalistes ingénus, médiocres et inconscients qui, petit à petit, sont en train d'affaiblir les structures politiques et économiques au point où notre démocratie deviendra si impuissante qu'elle en sera balayée, et probablement avec un fort soutien populaire. La seule question est comment cela se produira. Le déclin sera-t-il lent et régulier comme à la fin de l'Empire Romain lorsque le Sénat n'était plus qu'une farce ? Y'aura-t-il une puissante réaction d'extrême-droite en provenance des cercles extérieurs au sérail politique traditionnel, comme en Yougoslavie, et la montée en puissance d'un fascisme chrétien ? Y'aura-t-il une crise nationale qui permettra à ceux au pouvoir de balayer les droits constitutionnels au nom de la sécurité nationale ?

Je ne sais pas. Mais je sais que tant que notre oligarchie sera au pouvoir, rien de bon ne nous attendra. Soit nous réussissons à rétablir la notion de l'intérêt public, ce qui implique une révolte contre l'élite et le démantèlement des structures corporatistes, soit nous assisterons à l'agonie de la démocratie.

lettre d'adieu à la finance en anglais <http://www.portfolio.com/html/asset...>
en français <http://www.legrandsoir.info/spip.php?article7307>

(**) citation en français tirée de <http://blog.mondediplo.net/2008-10-...>

Version originale en français, [The Idiots who Role America](#), Information Clearing House, 21 octobre 2008.(*)

Traduction VD pour [le Grand Soir](#).

Articles Par : [Chris Hedges](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca